



# LES PROGRAMMES NATIONAUX POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

## LA VISION DE LA FAO D'UN MONDE LIBÉRÉ DE LA FAIM

Nous, chefs d'Etat ou de gouvernement, ou nos représentants, réunis pour le Sommet mondial de l'alimentation (SMA) à l'invitation de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture proclamons notre volonté politique et notre engagement commun et national de parvenir à la sécurité alimentaire pour tous et de déployer un effort constant afin d'éradiquer la faim dans tous les pays et, dans l'immédiat, de réduire de moitié le nombre des personnes sous-alimentées d'ici à 2015 au plus tard.

*Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale, 13 novembre 1996*

Objectif du Millénaire pour le développement (OMD) 1. Eradication de l'extrême pauvreté et de la faim

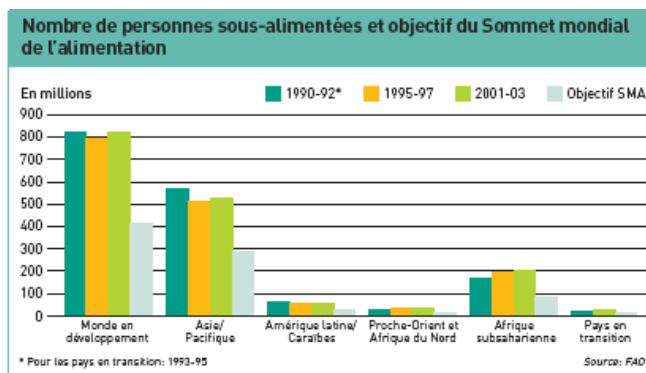
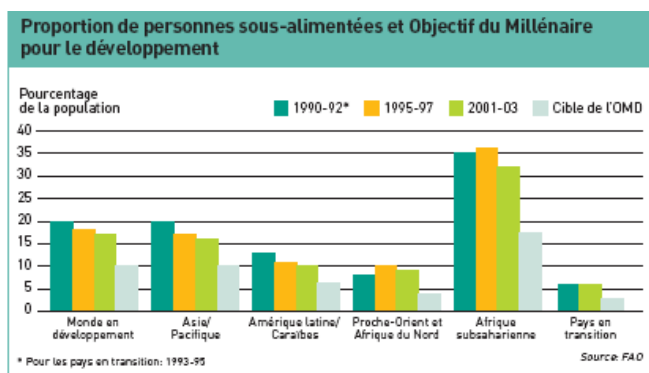
Cible 1. Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour

Cible 2. Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim

*Mise en œuvre de la déclaration du Millénaire des Nations Unies  
Rapport du Secrétaire général, A/56/326, 6 septembre 2001*

### DÉFI À RELEVÉR

Bien que le monde produise suffisamment d'aliments pour nourrir sa population de plus de 6 milliards d'habitants, un être humain sur huit n'a pas assez à manger chaque jour. Même si la *proportion* de la population mondiale souffrant de sous-alimentation chronique a diminué, le *nombre* actuel a peu changé depuis le Sommet mondial de l'alimentation, et stagne autour de 850 millions. En dépit de cette situation, la FAO reste convaincue que, avec un engagement vigoureux et une concentration accrue des efforts sur les actions directes susceptibles d'avoir un impact immédiat, il est encore possible d'atteindre les cibles de l'OMD1 et du SMA, consistant à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées entre 1990 et 2015.



### VISION

La vision de la FAO est celle d'un monde libéré de la faim où la plupart des habitants seront capables de se procurer par eux-mêmes les aliments dont ils ont besoin pour mener une vie active et saine et où les mécanismes de protection sociale garantissent toujours à ceux qui manquent de ressources une alimentation suffisante. Cette vision, qui est déjà une réalité dans les pays développés et tend à le devenir aussi dans plusieurs pays émergents, doit s'appliquer à tous les pays en développement, en commençant par ceux où les problèmes de la faim et de la malnutrition sont les plus répandus et les plus graves. En diminuant rapidement le nombre de personnes souffrant de faim et de malnutrition, les souffrances humaines seront réduites, la croissance économique sera stimulée là où cela est le plus nécessaire, contribuant ainsi à la stabilité mondiale au bénéfice de tous.

### STRATÉGIE

Pour que cette vision devienne réalité, les processus de développement associés à des mécanismes de protection sociale doivent atteindre le plus grand nombre de personnes marginalisées qui sont touchées par l'insécurité alimentaire, là où elles vivent. L'approche stratégique préconisée par la FAO est tirée des enseignements appris du **Programme spécial pour la sécurité alimentaire (PSSA)** et de projets de démonstration similaires d'autres partenaires au développement ainsi que de l'expérience des pays qui ont déjà réussi à réduire l'incidence de la faim. De 1995 à 2005, la FAO a mis en œuvre des projets PSSA pilotes dans 105 pays, avec pour objectif de démontrer qu'il est possible d'améliorer les rendements agricoles, les revenus et les conditions de vie des petits agriculteurs. Initialement, ces projets étaient centrés sur une meilleure maîtrise de l'eau, l'intensification durable des cultures et la diversification vers le petit élevage, l'aquaculture et l'horticulture. D'autres activités ont été ajoutées par la suite pour répondre aux besoins locaux.

L'expérience a également prouvé qu'il était possible d'associer un très grand nombre de producteurs agricoles dans l'identification et l'application de solutions adaptées au contexte local, basées sur la diffusion de technologies simples pour résoudre les problèmes de la faim et de la malnutrition. L'approche de formation participative, telles que les champs-écoles et les groupements d'épargne, s'est avérée efficace et rentable. L'expérience a montré aussi que, pour combattre la faim et atteindre les objectifs du millénaire et du SMA, il sera nécessaire de mettre en œuvre un vaste ensemble d'actions au niveau national. La FAO a donc commencé à promouvoir des programmes d'action nationaux pour atteindre une sécurité alimentaire durable.

Suite à l'expérience du PSSA et aux recommandations d'une évaluation indépendante externe en 2001-2002, la FAO a appuyé la formulation des **Programmes nationaux pour la sécurité alimentaire (PNSA)** en tant qu'outil destiné à aider les pays à intervenir sur une échelle suffisante pour réaliser les objectifs du SMA et des OMD avant 2015. L'objectif est d'atteindre les populations par millions, et non plus par milliers, avec des programmes adaptés capables de répondre aux besoins et aux priorités du pays. Les PNSA s'inscrivent en général dans le cadre d'actions nationales plus larges visant la réalisation des OMD et dans le cadre des objectifs nationaux tels que la croissance économique équitable, la lutte contre la pauvreté et le développement agricole et rurale durable.

Chaque pays décide du contenu de son PNSA. La FAO encourage néanmoins une approche au niveau des communautés villageoises et des activités à même d'améliorer la productivité, de diversifier les moyens de subsistance et de renforcer les capacités des groupes vulnérables. L'objectif est de leur permettre d'atteindre à moyen terme une sécurité alimentaire durable, tout en répondant aux besoins les plus immédiats à travers les programmes de protection sociale. Il est aussi recommandé de:

- se baser sur une analyse améliorée de la situation en matière de sécurité alimentaire lors de la conception des programmes;
- mettre en place un système de suivi-évaluation incluant des indicateurs de l'impact et promouvoir des politiques en faveur des pauvres pendant la période d'exécution du programme;
- investir dans des infrastructures permettant un accès aux marchés;
- mettre en place des mécanismes institutionnels associant le secteur public et la société civile et des partenariats entre les organisations d'aide internationales et bilatérales poursuivant des objectifs communs au niveau des pays.

Dans les pays où le PNSA ne couvre pas l'ensemble de ces éléments, d'autres programmes nationaux devront les prendre en charge.

Les PNSA sont conçus et exécutés par des équipes nationales et ne sont lancés que si les dirigeants politiques au plus haut niveau prennent des engagements à cet égard. La FAO joue un rôle de catalyseur et de facilitateur, à travers un plaidoyer pour la sécurité alimentaire, l'appui technique, le suivi et l'appui à l'élaboration de rapports, la promotion des partenariats pour la mobilisation des ressources. En Janvier 2007, les PNSA étaient opérationnels ou en cours de formulation dans 37 pays. L'encadré ci-contre montre quatre modèles de PNSA.

**Les programmes régionaux pour la sécurité alimentaire (PRSA)** ont été développés, avec l'appui de la FAO, par les organisations régionales d'intégration économique en réponse au Sommet mondial de l'alimentation. En général ces PRSA comprennent une composante verticale qui vise à appuyer les activités de sécurité alimentaire dans les états membres et une composante horizontale qui vise à harmoniser les normes de qualité alimentaire, les réglementations des échanges commerciaux et à permettre aux producteurs locaux et aux commerçants d'avoir accès aux marchés transfrontaliers et mondiaux. Des PRSA sont actuellement opérationnels au niveau de la Communauté des Caraïbes, du Forum des îles du Pacifique et de l'Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest.

Depuis 1996, la **coopération Sud-Sud (CSS)** a permis aux techniciens des pays en développement émergents de travailler directement avec les agriculteurs des pays mettant en œuvre des projets PSSA. De nouvelles alliances stratégiques sont en préparation. Celles-ci tiennent compte des leçons apprises et des besoins qui évoluent. Elles permettront d'intensifier le recours aux experts et techniciens de la coopération Sud-Sud et viendront en appui de la mise en œuvre des PNSA et PRSA.

Pour un complément d'information, veuillez contacter:  
Le chef du service de gestion et de coordination du Programme spécial pour la sécurité alimentaire  
Département de la coopération technique, FAO  
Viale delle Terme di Caracalla, 00153, Rome—Italie  
Tél: (39) 06 57055864 - Fax: (39) 06 57056892  
[www.fao.org/spfs](http://www.fao.org/spfs)

**APPROCHE PSSA ÉLARGIE AU NIVEAU NATIONAL:** Le **Pakistan** a engagé 130 millions de \$E.U. pour étendre à plus de 1 000 villages d'ici 2011 le modèle d'amélioration de la productivité de Sargodha, mis au point pendant la phase pilote du PSSA. Les composantes clés sont les suivantes: i) formation d'organisations villageoises, ii) création de fonds renouvelables proposant du crédit aux membres des organisations villageoises pour l'achat d'intrants et de matériel et l'investissement dans de petites infrastructures, iii) renforcement des capacités aux fins de l'amélioration de la productivité des cultures et iv) création de petites entreprises pour accroître la valeur des produits agricoles et améliorer les moyens de subsistance.

**PROGRAMME NATIONAL À PART ENTIÈRE:** Le **Guatemala** a reconnu le droit à l'alimentation dans une nouvelle loi sur la sécurité alimentaire élaborée avec l'appui du PSSA et promulguée en 2005. Le gouvernement a mis en place les institutions chargées d'appliquer la loi, le ministère de l'agriculture a sélectionné six bonnes pratiques à reproduire dans tout le pays, avec l'objectif d'atteindre 85 000 ménages d'ici fin 2008, tandis que des banques alimentaires urbaines sont appuyées par le secteur privé. Un PNSA à part entière couvrant toutes les initiatives relatives à la sécurité alimentaire dans le pays est en cours de formulation.

**COMPOSANTES SPÉCIFIQUES DANS UN CADRE INTERSECTORIEL:** Le PNSA au **Malawi** a été initialement conçu comme un programme à part entière d'une durée de dix ans. Suite aux réactions des donateurs, il a été reformulé en un plan d'action budgétisé sur chaque composante du programme. Les composantes bénéficiant déjà d'un financement sont les suivantes: *Irrigation, moyens de subsistance en milieu rural et développement agricole* (Banque mondiale, 40 millions de \$E.U.); *Programme pour la promotion d'une révolution verte au Malawi* (Irlande, Suède et Royaume-Uni, 10 millions de \$E.U.); *Amélioration de la sécurité alimentaire et développement des moyens de subsistance durables en milieu rural* (Norvège, 5 millions de \$E.U.).

**APPROCHE PSSA INTÉGRÉ DANS LE PROGRAMME NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE OU RURAL:** L'**Afrique du Sud** a élargi son PSSA en un programme national de production alimentaire familiale et l'a intégré dans son programme de développement du secteur agricole, avec un budget annuel de 14,5 millions de \$E.U. et une cible initiale de 62 000 ménages en 2006-2007. Les communautés participantes reçoivent un appui pour l'établissement de jardins scolaires et communautaires, la gestion raisonnée des ressources en eau, l'amélioration de la productivité des terres et l'amélioration de l'accès à l'information sur les marchés.